



JNRD

JOURNÉE NATIONALE DE RECONNAISSANCE À DIEU



Ps 100 : 3 **SACHEZ QUE L'ÉTERNEL EST DIEU!**

15 Déc. 2024 | 14H00 | STADE OMNISPORTS DE LOMÉ

LA NOUVELLE TRIBUNE

Hebdomadaire togolais d'investigation, d'analyses, et de publicité

N° 368 du jeudi 12 décembre 2024 / Prix : 250 F CFA

TOGO : BAISSÉ DES PRODUITS PÉTROLIERS A LA POMPE

P. 3

Réajustement des tarifs de transport interurbain

CNO-TOGO / APRÈS SA RÉÉLECTION

P. 4

Les grands chantiers de Deladem Akpaki



P. 5
Ecobank : Banque de l'année 2024 au Togo



NATIONAL

P. 3
19^{ème} FIL : Un franc succès !



RECONCILIATION

P. 6
Le HCRRUN fédère autour des réparations mémorielles



FIBREZ SANS FRAIS

ACTUELLEMENT
LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À
~~10 000~~ **0 FCFA**

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITE

☎ 8866 www.canalbox.tg

L'Information !!!



La Banque de l'année 2024
au Togo

UN MEILLEUR CHOIX

**POUR VOS
SERVICES
BANCAIRES**

**Ecobank est la Banque de l'année au Togo
pour la cinquième année consécutive**

Nous sommes ravi.e.s d'avoir été désigné.e.s
Banque de l'année au Togo pour nos solutions
financières innovantes et notre expérience
clientèle.

Un grand merci à notre clientèle et à nos
partenaires. Nous n'aurions pas pu remporter ce
prix sans votre confiance et votre soutien.

Rendez-vous sur ecobank.com



**UN MEILLEUR CHOIX
POUR UNE AFRIQUE MEILLEURE**

HYDROCARBURES

Togo : Baisse des prix des produits pétroliers à la pompe

Le Togo enregistre depuis le 10 décembre 2024, une baisse des prix sur les produits pétroliers à la pompe. Le gouvernement indique dans un communiqué que « cette mesure s'inscrit dans une volonté d'améliorer le pouvoir d'achat des citoyens et de contribuer à une réduction des coûts du transport sur toute l'étendue du territoire national ». « Elle vise également à soutenir la mobilité des populations et le dynamisme économique », souligne en outre le communiqué.

Nicolas EDORH

Le gasoil, très utilisé par les véhicules de transport en commun et de marchandises connaît une diminution de 80 FCFA/litre, passant de 775 à 695 FCFA le litre, ce qui équivaut à -10%. Le super

sans plomb communément appelé « essence » s'achète à 680 FCFA contre 700 FCFA/litre auparavant, soit 20 FCFA de baisse (-2,85%). Le mélange 2 temps, a été fixé à 769 FCFA/ litre contre



788 précédemment, soit un réajustement de -19 FCFA (-2,41%). En revanche, le pétrole lampant, essentiel pour de nombreux ménages

ruraux, n'a pas connu de changement au niveau du prix, et demeure à 650 FCFA le litre.

Cette décision intervient dans un contexte de baisse des prix du baril de pétrole sur le marché international depuis plusieurs mois. A titre d'exemple, le baril de Brent, référence mondiale, a clôturé la semaine dernière à 71 dollars. Cette dynamique a alimenté les revendications des associations de consommateurs, qui ont exercé une pression croissante pour que les baisses des cours mondiaux soient répercutées sur le marché local.

Réajustement des tarifs de transport interurbain

De nouveaux tarifs sont en vigueur depuis le mardi 10 décembre 2024 en ce qui concerne le transport interurbain. Les nouveaux prix, arrêtés par les ministères des Transports et du Commerce, interviennent à la suite du réajustement à la baisse des prix des produits pétroliers à la pompe.

Ces nouveaux tarifs constituent désormais des prix plafonds pour le transport des personnes et des marchandises.

Ainsi, le transport Lomé-Tsévié coûte désormais 800 FCFA. Pour aller de Lomé à Atakpamé, il faut payer 2700 FCFA. Il en est de même pour



se rendre à Tohoun venant de Notsè. Lomé-Sokodé est

désormais fixé à 5000 FCFA, alors qu'il faudra payer 5850 FCFA pour arriver à Kara.

Il faut déboursier 7500 FCFA pour atterrir à Mango, 8500 FCFA pour arriver à Dapaong et 9000 FCFA pour atteindre Cinkassé. Le trajet Lomé-Kpalimé coûte dorénavant 2000 FCFA tandis que Lomé-Aného est à 1000 FCFA.

BUSINESS, PARTENARIATS, MARKETING, ...

19ème FIL : Un franc succès !

La 19ème édition de la Foire Internationale de Lomé (FIL) qui s'est tenue du 22 novembre au 08 décembre 2024 au Centre Togolais des Expositions et Foire (CETEF Togo 2000), a marqué un véritable tournant dans l'histoire de cet événement phare de la capitale togolaise. Avec plus de 700.000 visiteurs enregistrés, cette foire enregistre des résultats impressionnants et surpasse les attentes des organisateurs et partenaires.

Yao KPOWODAN



témoignent d'une organisation efficace et d'une gestion soignée. À 93%, les visiteurs se sont déclarés satisfaits de la gestion du guichet et 82% ont apprécié l'accueil sur le site. La propreté du lieu a également été un point fort, avec 80% des visiteurs exprimant leur satisfaction. Quant à la sécurité, 70% des participants se sont sentis en sécurité, tandis que l'ambiance générale de la foire a séduit 80,5% des visiteurs. En outre, les organisateurs ont noté une nette amélioration de l'organisation par rapport aux éditions précédentes.

En plus de son rôle de vitrine commerciale, la Foire Internationale de Lomé a aussi été un lieu d'échanges et de partenariats. Au total, 680 rencontres B2B (Business to Business) ont eu lieu, contrairement aux 647 rencontres de l'édition 2023.

Ces rencontres ont généré 203 promesses de collaboration contre 147 l'an dernier, illustrant ainsi une dynamique d'affaires en plein essor.

Pour cette 19ème édition, le nombre de visiteurs a atteint un pic de 704 000, bien au-delà des 600.000 recensés en 2023. Le ministre délégué

auprès du ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la consommation locale, Pr. Kossivi Hounaké, s'est dit « ravi » des résultats obtenus. « L'objectif était de confirmer les résultats de l'année précédente. Nous avons non seulement confirmé, mais dépassé nos attentes », a-t-il souligné.

Avec ce succès éclatant, la Foire Internationale de Lomé confirme sa place d'événement incontournable du calendrier économique et culturel de la sous-région. Les organisateurs se projettent déjà vers les éditions futures, sur la base de cette réussite qui a su allier afflux de visiteurs, partenariats fructueux et satisfaction générale.

La 19ème édition de la FIL restera donc dans les annales comme un modèle d'organisation et de réussite, marquant une étape importante dans le rayonnement de Lomé au niveau international.



Le bilan provisoire de l'événement, présenté samedi par Alexandre de Souza, Directeur général du CETEF Togo 2000, révèle un franc succès. « Nous pouvons dire du bilan provisoire que les premiers chiffres ont été d'un succès retentissant. Au niveau de nos sponsors, 100% considèrent leur partenariat avec le CETEF

comme satisfaisant », a-t-il affirmé. Cette satisfaction est partagée par les visiteurs dont une grande majorité a salué la qualité de l'événement. En effet, 74% des visiteurs étaient des Togolais, suivis des ressortissants des pays voisins de la sous-région.

Les retours des participants

CNO-TOGO / APRÈS LA RÉÉLECTION

Les grands chantiers de Deladem Akpaki

L'Assemblée Générale Ordinaire et Élective du Comité National Olympique du Togo (CNO-Togo) du samedi 07 décembre 2024 à Lomé, a connu la réélection de Deladem Akpaki à la présidence de l'institution pour l'olympiade 2025-2028. Ce rendez-vous a été supervisé par le Représentant du Comité International Olympique (CIO) et de l'Association des Comités Nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA) ainsi que le président de la Zone 3 de l'ACNOA. Aussitôt réélu, le président du CNO-TOGO a dévoilé les grandes lignes de son nouveau mandat.

Nicolas EDORH



sa présidence, le CNO-Togo a entrepris des réformes significatives, renforçant la structure du Mouvement Olympique et la promotion du sport, tant au niveau national qu'international.

Dans son discours de clôture,

de notre Mouvement Olympique. Conduisons ensemble le CNO-Togo vers les plus hauts sommets », a-t-il déclaré.

Pour cette nouvelle olympiade, le président Deladem Akpaki a dévoilé les grandes lignes de son

amener les sportifs togolais sur le podium des prochaines éditions des Jeux Olympiques.

« Il nous faudra relever de nombreux défis, à commencer par les compétitions internationales prévues dès le début de l'année prochaine », a-t-il indiqué.

Le nouveau Comité Exécutif incarne une dynamique de continuité et d'ambition renouvelée. Aux côtés du président réélu, trois vice-présidents ont été également reconduits, à savoir Kokou Gagou, Akpéné Yawa Adiho, et Tikoyabé Takassi-Kikpa. Mawulé Kokou Edah, ancien Trésorier Général Adjoint, assume désormais les fonctions de Trésorier Général.

Deladem Akpaki a remercié les présidents des différentes fédérations sportives membres du CNO-Togo pour leur engagement envers le développement du sport national. Il a également rappelé les valeurs fondamentales de l'olympisme.

« Le sport est un vecteur de solidarité, de paix et de fraternité. À travers l'olympisme, nous cultivons l'esprit de fair-play, le respect et la coopération. Cela nous inspire à donner le meilleur de nous-mêmes, non seulement sur le terrain, mais aussi dans la vie quotidienne », a-t-il conclu.

Avec une équipe renouvelée et une vision claire pour l'avenir, Deladem Akpaki et le Comité Exécutif se lancent dans cette nouvelle olympiade avec la ferme intention de porter haut les couleurs du Togo et avec l'engagement de poursuivre les efforts pour renforcer les bases du Mouvement Olympique et offrir aux athlètes togolais, les meilleures opportunités pour des succès sur la scène internationale.



Deladem Akpaki a exprimé sa gratitude envers les délégués et a réaffirmé son engagement pour les années à venir. « C'est un travail que nous devons

programmer, mettant l'accent sur l'importance des athlètes dans les actions du CNO-Togo. Il entend travailler en étroite collaboration avec



poursuivre. Nous devons nous unir pour travailler au bien-être

l'ensemble des acteurs du Mouvement Olympique pour



Dans son discours d'ouverture, Julien Minavo, représentant du CIO et de l'ACNOA, a souligné l'importance de cette

et l'importance de nourrir des ambitions toujours plus grandes pour les athlètes togolais.



élection pour l'avenir du sport au Togo. Il a notamment rendu hommage à Benjamin Boukpeti, l'unique médaillé olympique du pays, rappelant qu'un médaillé olympique en Afrique incarne l'engagement de chacun dans le mouvement sportif international. Cette évocation de Boukpeti a réaffirmé la dimension symbolique de l'olympisme

La réélection de Deladem Akpaki s'est déroulée dans une atmosphère de consensus, avec un soutien unanime des 14 fédérations nationales sportives olympiques présentes à ce rendez-vous.

Cette confiance renouvelée, témoigne de la reconnaissance du travail accompli durant son précédent mandat. Sous

L'ACNOA félicite le président du CNO-TOGO pour sa « brillante réélection »

Dans un courrier en date du 09 décembre 2024 et signé par son président, Mustapha Berraf, l'Association des Comités Nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA) adresse ses félicitations à Deladem Akpaki, président réélu à la tête du CNO-TOGO le 07 décembre 2024.

Le président de l'ACNOA, au nom de tous les membres du Comité Exécutif de l'institution, félicite Deladem Akpaki suite à « brillante

réélection à la présidence du Comité National Olympique du Togo. »

« Tous les membres du Comité



Exécutif de l'Association des

Comités Nationaux Olympiques d'Afrique, ACNOA, vous témoignent leur admiration en cette occasion qui vous a permis de briguer un deuxième mandat. Le premier a été fructueux et le deuxième s'annonce avec plein de promesses et de certitudes », précise la correspondance.

« Nous vous assurons de notre soutien dans la mise en œuvre

de vos actions. La jeunesse togolaise en particulier et africaine en général formule des attentes énormes, nous devons y répondre. Nous comptons sur votre perspicacité pour parvenir à des résultats probants. Excellente continuation.

BANK OF THE YEAR AWARDS

Ecobank : Banque de l'année 2024 au Togo

Le prestigieux évènement « Bank of the Year Awards » de « The Banker » a désigné pour la 5ème année consécutive, Ecobank Togo, filiale du Groupe Ecobank, Banque de l'année 2024 au Togo. L'information est confirmée par la banque dans un communiqué publié le 05 décembre dernier.

« Remporter le prix de la Banque de l'année 2024 au Togo pour la cinquième année consécutive réaffirme notre capacité à fournir des solutions financières de premier rang, sur mesure, abordables et accessibles, afin de répondre aux besoins bancaires uniques des particuliers et des entreprises au Togo et au-delà. En cette ère d'avancées

technologiques rapides, nous bénéficions également du soutien de l'infrastructure bancaire et de paiement consolidée du Groupe Ecobank. Ainsi, nous sommes en mesure de proposer un ensemble de solutions sans frontières adaptées aux besoins uniques de notre clientèle, offrant ainsi un niveau supérieur d'expérience clientèle. C'est un grand honneur d'avoir



reçu le titre de meilleure banque du Togo en reconnaissance de nos innovations financières et de notre expertise panafricaine », indique Homéfa Yao Afoutou, Directeur Général par intérim

de Ecobank Togo.

Le jury des prix The Banker est composé d'un panel de rédacteurs comprenant des spécialistes régionaux et sectoriels. Ecobank Togo a remporté le prix après analyse des améliorations de critères clés pour tous les participants dans les domaines du bilan, des initiatives stratégiques, de la technologie, des nouveaux produits et services et du développement durable. Les résultats sont également examinés par des pairs.

Bank of the Year Awards

décernés par The Banker sont les prix les plus prestigieux du secteur bancaire mondial et couvrent plus de 120 pays. Les banques concourent sur leur marché local pour remporter le titre de Banque de l'année.

Ecobank Togo a reçu le trophée de la Banque de l'année 2024 lors de la cérémonie de remise des prix The Banker qui s'est déroulée à Londres, au Royaume-Uni, le 4 décembre 2024.

19ÈME FIL

Ecobank Togo fait découvrir ses solutions

Lors de sa journée observée à la 19ème Foire Internationale de Lomé le samedi 07 décembre 2024 au CETEF-TOGO 2000, Ecobank Togo a saisi l'opportunité pour présenter ses divers produits et services au public. Les responsables de la banque panafricaine ont renforcé la visibilité d'Ecobank Togo et expliquer les innovations qu'elle propose pour soutenir l'économie locale.

Yao KPOWOADAN

Parmi les produits majeurs mis en avant, Ecobank a présenté le SAYS « Spend As You Save », une solution d'épargne innovante, ainsi que des dispositifs dédiés au financement des PME/PMI et à l'entrepreneuriat des jeunes. Le produit SAYS, destiné aux particuliers, permet à l'utilisateur de faire des économies de manière simple et intuitive. « C'est une épargne indolore », a expliqué Michel Gafan, Directeur de la Banque Commerciale d'Ecobank Togo et Directeur Régional

pour la zone UEMOA.

« L'épargne est essentielle pour tous, qu'il s'agisse d'une entreprise ou d'un particulier. Elle permet de saisir des opportunités et de se préparer aux jours difficiles. Grâce à ce produit, vous pouvez économiser sans effort. Il vous suffit d'ouvrir un compte principal, et nous créons un compte SAYS. A chaque dépense effectuée, vous épargnez un pourcentage de cette somme que vous avez préalablement déterminé », a-t-il ajouté.

Ecobank Togo a également



mis en lumière ses solutions de financement destinées aux PME/PMI. Ces entreprises bénéficient ainsi de produits financiers variés, notamment pour le financement des investissements, des fonds de roulement, et de la trésorerie. En parallèle, la banque propose des services non-financiers, comme des formations et des opportunités de réseautage pour les PME/PMI, afin de favoriser leur développement et leur intégration dans le

tissu économique.

Un accent particulier a été mis sur le soutien au financement des femmes entrepreneures à travers le programme ELLEVER, une initiative qui vise à favoriser l'autonomisation économique des femmes dans l'espace UEMOA. « Ce programme a pour objectif de soutenir et d'accompagner les femmes dans leurs projets d'entrepreneuriat, en leur offrant des solutions financières adaptées », a précisé

Michel Gafan.

Cette présence à la 19ème Foire Internationale de Lomé témoigne de l'engagement d'Ecobank Togo à accompagner les acteurs économiques locaux, qu'il s'agisse de particuliers, d'entreprises ou d'entrepreneurs. Grâce à ses produits innovants et son soutien constant aux PME/PMI, la banque continue de jouer un rôle clé dans le développement économique du pays et de la région.

En somme, Ecobank Togo démontre, une fois de plus, sa volonté de favoriser l'inclusion financière et de promouvoir une économie durable à travers des solutions accessibles et adaptées aux besoins de chacun.

ENERGIE SOLAIRE

Le Togo signe des accords avec HAIER et RELP

Les projets d'énergie solaire se multiplient en Afrique, tirant profit de l'énorme potentiel du continent pour cette source renouvelable et verte. L'objectif est d'assainir et de renforcer le mix énergétique continental, pour réaliser transition énergétique tout en améliorant la desserte des populations comme des industries.

En marge de la 1ère édition du Sommet de la Coopération Énergétique en Afrique de l'Ouest (WA-ECS) qui s'est achevé le jeudi 5 décembre à Lomé, le ministre togolais de l'Énergie Robert Eklo a signé 2 accords respectivement avec le chinois HAIER et l'association RELP, dans le domaine de l'énergie solaire.

Avec l'association RELP, active dans la promotion des renouvelables, il s'agit de renforcer le système de centrale de stockage par batterie du Togo et donc sa capacité de stockage d'énergie solaire, pour « permettre de stocker l'excès d'énergie produit en pleine journée et pouvoir le relancer en pleine nuit ou quand



on en a besoin ».

De quoi augmenter les capacités de stockage du pays pour des projets actuels comme la centrale de Blitta ou à venir. « Avec RELP, nous allons pouvoir accroître cette capacité de stockage, et non seulement sur la

centrale solaire de Blida, mais sur celle à venir de Sokodé, sur celle à venir de Dapaong, sur celle à venir d'Awandjélo dans la Kozah, et sur les autres centrales solaires que l'on va devoir déployer pour atteindre les 50% du mix énergétique en 2030, tel que le Togo » relaie TogoFirst.

Avec Haier, le Togo devrait obtenir un renfort technologique, toujours pour ses centrales solaires. Cet accord s'inscrit dans la continuité du Forum Sino-africain de septembre dernier à Pékin, où Lomé avait conclu avec le groupe chinois un protocole d'accord dans les

domaines de l'énergie et de la santé.

« Haier devrait contribuer principalement par sa technologie au projet photovoltaïque du Togo. C'est un protocole d'accord auquel il reste à donner de la substance, mais nous ne doutons pas que vu les liens d'amitié entre la Chine et le Togo, tels que manifestés par cette élévation du niveau de coopération stratégique entre le Togo et la Chine, cela va vraiment se manifester très vite dans d'autres projets photovoltaïques et même de stockage d'énergie au Togo » indique-t-on.

PROCESSUS DE RÉCONCILIATION NATIONALE

Le HCRRUN fédère autour des réparations mémorielles

Le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) a ouvert mardi 10 décembre 2024 à Lomé, un atelier national d'échanges et de renforcement des capacités sur les réparations mémorielles. L'événement a réuni une multitude d'acteurs nationaux. L'objectif de cette rencontre qui se déroule sur trois jours, est de susciter une compréhension et une vision partagées sur les réparations mémorielles parmi les populations togolaises et les décideurs politiques. Ce dialogue est un creuset pour l'adhésion et l'implication de l'ensemble de la communauté nationale dans la mise en œuvre de ce volet du programme de réparations.

Yao KPOWODAN

L'atelier a mobilisé des représentants des institutions de la République, des départements ministériels, des organisations de la société civile, ainsi que d'autres acteurs impliqués dans la réconciliation nationale. Il a pour but d'approfondir la réflexion sur la frontière entre l'histoire en tant que science et la mémoire perçue comme l'expression sociale du passé. Cette distinction était au cœur des débats qui ont

permis de mieux comprendre les enjeux politiques et sociaux liés à la mémoire collective, notamment en ce qui concerne l'élaboration et l'exécution des lois relatives aux réparations mémorielles. Une attention particulière est portée sur le cas spécifique du Togo, pour analyser les recommandations de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) concernant les réparations mémorielles. Parmi celles-ci,



figurent des mesures telles que la renomination de rues et de places publiques en hommage aux victimes des violences sociopolitiques, la construction de monuments et de stèles commémoratives, ainsi que l'organisation de cérémonies pour rappeler les événements marquants de l'histoire du pays et honorer les personnalités ayant servi la nation.

Dans son discours d'ouverture, la présidente du HCRRUN, Awa Nana Daboya, a souligné les défis majeurs liés à l'identification des

victimes et des personnalités dont les noms seront attribués à des lieux publics, ainsi qu'à la définition des événements et dates à commémorer. Elle a insisté sur l'importance de cette rencontre comme un moment clé pour inviter tous les Togolais à participer à l'œuvre de réconciliation et d'apaisement en cours. « Cette rencontre d'échanges est une invitation à tous les Togolais pour apporter leurs contributions respectives à l'œuvre de réconciliation. Elle doit être une opportunité pour inventer des approches crédibles susceptibles de rassembler les Togolais autour

d'une mémoire porteuse d'espoir pour un avenir harmonieux », a déclaré Awa Nana Daboya.

De son côté, le ministre de la Justice et de la Législation, Mimpab Nahm-Tchougli, a rappelé que les réparations mémorielles ne sont pas un concept imposé de manière isolée par le HCRRUN, mais qu'elles s'inscrivent dans une démarche politique globale soutenue par le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé. Il a réaffirmé l'engagement du gouvernement à soutenir pleinement le HCRRUN dans la mise en œuvre de ce programme essentiel à la réconciliation nationale.

Cet atelier marque ainsi une étape importante dans le processus de réconciliation et d'unité nationales au Togo, et cherche à fédérer les acteurs autour de la mémoire collective et à renforcer la cohésion sociale dans notre pays.

DÉCENTRALISATION AU TOGO

Seulement 1/3 des communes dispose d'un PDC

Au Togo, près d'un tiers des communes dispose d'un Plan de Développement Communal (PDC), outil central pour structurer et mettre en œuvre les politiques locales.

Acejour, sur les 117 communes du pays, 35 disposent de leur PDC (soit 29,9%), tandis que 42 sont dans le processus d'élaboration. S'agissant des autres, comme Bas-Mono 1, elles n'ont pas encore entamé ce processus. Selon Togo First, l'information a été partagée la semaine dernière par le

ministre de l'Aménagement et du Développement des Territoires, Gomado Koamy, lors d'une tournée nationale. Le ministre a notamment échangé avec les acteurs communautaires de Bas-Mono 1 à Afagnan, le 5 décembre 2024. Ce fut l'occasion pour Gomado



Koamy de rappeler que les PDC sont essentiels pour répondre aux besoins locaux

et intégrer des thématiques prioritaires telles que le changement climatique, la

lutte contre l'extrémisme violent et la question du genre.

Cependant, des défis majeurs et de fortes disparités subsistent. Parmi les municipalités dotées d'un PDC, les taux de mise en œuvre varient considérablement, allant de 0,74 % à 44 %, selon le ministre.

CULTURE

A la découverte des richesses culturelles de la Chine

L'Ambassade de Chine au Togo a organisé mardi à Lomé une Journée Portes Ouvertes, offrant au public une immersion dans la culture chinoise. A l'occasion, une vidéo rétrospective des initiatives menées par l'Ambassade en 2024 a été diffusée. Elle a retracé des actions de solidarité envers les communautés vulnérables, notamment les enfants en difficulté. Le public a également découvert certains aspects de la culture chinoise à travers divers ateliers.

Dans son discours, l'Ambassadeur de Chine au Togo, Chao Weidong, a salué les avancées significatives dans les relations sino-togolaises. « Cette année, les relations sino-togolaises ont connu un développement remarquable et exceptionnel, avec des avancements sans précédent réalisés », a-t-il déclaré.

Il a rappelé des événements clés de l'année, à commencer par la visite réussie du ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, suivie du Sommet du Forum sur la Coopération Chine-Afrique (FOCAC) à Pékin en septembre, avec la participation du Président Faure Gnassingbé. Ce sommet



a permis de rehausser les relations bilatérales au niveau d'un partenariat stratégique global.

L'Ambassadeur a également évoqué les résultats concrets de cette coopération, notamment les projets d'hydraulique villageoise, la

formation de 200 agriculteurs togolais avec l'aide de la Chine, et l'avancée des projets d'urgence pour la région des Savanes. « Je me félicite que les premières réalisations aient été bel et bien accomplies », a souligné M. Chao, en référence à ces initiatives qui ont déjà porté leurs fruits.

Enfin, l'Ambassadeur a mis en avant l'Initiative pour la Civilisation mondiale, proposée par le Président chinois Xi Jinping, qui prône la tolérance et l'échange entre les civilisations. « Dans ce monde interconnecté, la tolérance, la coexistence et l'apprentissage mutuel entre les civilisations jouent un rôle irremplaçable dans

la modernisation de la société humaine », a-t-il affirmé. M. Chao a réaffirmé la volonté de la Chine de renforcer ses liens avec le Togo et d'autres nations. « La Chine est disposée à collaborer avec les autres pays du monde, y compris le Togo, pour ouvrir une nouvelle perspective de renforcement des échanges et de la compréhension entre les peuples », a-t-il déclaré.

Chao Weidong met en avant l'importance des échanges culturels dans la construction d'un « jardin des civilisations » mondial, riche de diversité et de vitalité.

INTERVIEW

Pr. Kako Nubukpo : « Je plaide pour une troisième voie (...) »

L'ancien ministre togolais estime, dans un entretien au « Monde », que les récentes prises de pouvoir de juntes militaires en Afrique de l'Ouest « sanctionnent l'échec des élites urbaines à créer de la prospérité » et offrent à la jeunesse « une forme de revanche par procuration ». Nous vous proposons, pour lecture, l'intégralité de l'interview.

Il n'est plus possible, dites-vous, de comprendre ce qui se passe en Afrique sans prendre en compte le poids de la jeunesse. Pourquoi ?

C'est le point de départ de ce livre : la succession d'alternances non démocratiques en Afrique de l'Ouest au cours des dernières années m'a amené à m'interroger sur l'évolution de la gouvernance politique en Afrique. La volonté de contenir la menace djihadiste – mieux que ne l'avaient fait jusqu'alors les présidents civils – a motivé la prise du pouvoir par des militaires, plus conscients – car en première ligne – de la gravité de la situation sur terrain.

Mais il y a aussi une question générationnelle, dont témoigne l'adhésion de la jeunesse. Ces jeunes militaires, avec le pouvoir des armes, offrent à ces jeunes une forme de revanche par procuration sur des régimes qui ne se sont pas préoccupés de leur avenir. Soixante ans après les indépendances, ces événements sanctionnent l'échec des élites urbaines, dont je fais partie, à créer de la prospérité.

Que voulez-vous dire lorsque vous parlez d'une déflagration à venir ?

A la faculté des sciences économiques et de gestion de Lomé, où j'enseigne, nous sommes 20 professeurs pour 20 000 étudiants. Nous savons qu'il ne nous est pas possible de bien les former. Mais ces étudiants sortiront pourtant de l'université avec un diplôme et ils iront grossir le flot des chômeurs urbains avec beaucoup de rancœur, car faire des études a fait naître chez eux d'autres attentes. Il existe des exemples comme celui-ci partout en Afrique.

La population africaine va doubler d'ici à 2050. Il s'agit d'un bouleversement considérable. Cette réalité va faire chuter tous les régimes que l'on dit forts et qui sont en réalité extrêmement fragiles du fait de ce poids croissant de la jeunesse. Car en face, il n'y a rien : pas d'emplois, pas de

perspective, pas de discours politique mobilisateur autre que le discours anti-Occident qui prospère au Sahel. Comment ces espaces ne pourraient-ils pas finir par implorer ?

C'est le moment choisi par les Européens pour se désengager en réduisant leurs budgets d'aide au développement...

Il y a certainement une analyse critique à faire de l'aide étrangère pour parvenir à un meilleur ciblage, mais réduire les budgets de 35%, comme ce qui est en train d'être adopté dans le budget 2025 de la France, c'est aller à contre-courant de l'histoire. L'Europe dépense des milliards d'euros pour bloquer l'immigration au lieu de les investir dans le développement. On marche sur la tête, on ne met pas l'argent là où il aurait un impact à long terme.

La France s'est elle aussi réfugiée dans un discours de repli. C'est une erreur. La relation de la France et de l'Afrique reste, qu'on le veuille ou non, singulière. Elle ne peut pas devenir par un coup de baguette magique une relation Europe-Afrique. Il faut assumer ce passé, mais j'ai le sentiment que les dirigeants français n'ont pas fait la prospective de l'Afrique. Ils n'ont pas défini la place que devrait occuper le continent dans une vision de long terme.

Vous opposez au libre-échange général la nécessité pour l'Afrique de mettre en place un « protectionnisme écologique ». Qu'est-ce que cela signifie ?

Je suis attaché au multilatéralisme, mais je défends pour l'Afrique un juste échange, un protectionnisme écologique, parce que j'estime que les néolibéraux ne sont pas intellectuellement honnêtes. Le système néolibéral qui a été imposé à l'Afrique repose sur deux principes de base. Le premier est la flexibilité des prix grâce à la concurrence, or les économies africaines sont dominées par des monopoles qui maintiennent



des prix supérieurs à ceux attendus d'une concurrence pure et parfaite. Le deuxième principe est celui de la mobilité des facteurs de production : capital et travail. Le capital fait plusieurs fois le tour de la planète en une journée, mais le travail est bloqué par les visas.

En conséquence, il faut protéger les marchés pour que les jeunes Africains puissent rester vivre en Afrique et transformer localement les matières premières. Nous savons que c'est la seule façon de créer de la richesse et de l'emploi.

N'est-ce pas ce qui est en jeu à travers l'exploitation des minerais nécessaires à la transition énergétique ?

Je ne vois malheureusement rien de positif. Nous repartons dans le pillage de l'Afrique, avec des formes d'extractivisme justifiées par les besoins de la transition énergétique et numérique. Les enjeux d'accès à ces ressources sont tellement cruciaux au niveau mondial que je ne crois pas qu'il soit donné à l'Afrique le temps de transformer ses matières premières. Regardez par exemple la compétition féroce à laquelle se livrent les Américains et les Chinois en République démocratique du Congo.

L'histoire est donc condamnée à se répéter ?

L'Afrique doit définir sa propre voie. Je ne pense pas qu'elle se retrouve dans un néolibéralisme finissant prodigué par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ou dans un panafricanisme de repli qui consiste à prendre la France comme un ennemi. Je plaide pour une troisième voie, qui

est celle portée par la « théorie des communs » et qui a toute sa place dans le contexte de double défaillance du continent : celle des Etats et celle du marché. Cette idée avancée par l'économiste américaine Elinor Ostrom met en avant le principe d'auto-organisation à partir des territoires et des communautés. Beaucoup de solutions aux problèmes que connaît l'Afrique se trouvent dans des réponses locales.

Les Etats ne sont plus présents dans de larges portions de leurs territoires, comme au Burkina Faso, où plus de la moitié du pays échappe à l'Etat. Les plans d'ajustement structurel ont détruit l'embryon d'Etat social que les pays essayaient de construire sur l'agriculture, la santé, l'éducation.

Toutes les expériences des vingt premières années des indépendances ont été balayées pour se concentrer sur les équilibres macroéconomiques. La capacité des Etats et des administrations à concevoir et à mettre en œuvre des politiques publiques est devenue très faible.

La théorie des communs propose sur le plan microéconomique, un mode de production alternatif dans lequel la propriété privée n'est pas l'unique façon de gérer les actifs.

Cette proposition semble peu audible dans les débats actuels...

Je suis conscient d'être minoritaire. Il est pourtant des sujets très concrets pour lesquels il est possible de démontrer l'intérêt d'une approche fondée sur les communs. La gestion de la

transhumance en est un.

Au cours des 40 dernières années, le réchauffement climatique a fait chuter la productivité agricole de 20 % en Afrique de l'Ouest. Pour compenser cette perte, les paysans augmentent les superficies cultivables et réduisent les couloirs de transhumance. De leur côté, les populations nomades migrent vers le sud. Les conflits se multiplient autour de l'accès aux ressources naturelles. Les communs offrent un moyen de renégocier le contrat entre les différents groupes.



Récépissé No 0546/31/05/16/
HAAC

Djidjilé - Batomé, von après
Maison Suzanne AHO, en face
de l'église EAC-TOGO
Tél : 90 03 83 30 / 98 01 82 02
www.lanouvelletribune.net

Directeur de la Publication
Elom K. ATTISSOGBE
Tél : (+228) 91 90 48 04 /
98 01 82 02

Rédacteur en chef
Nicolas EDORH

Rédaction
Elom ATTISSOGBE
Nicolas EDORH
Béatrice AGBODJINO

Infographie
La Nouvelle Tribune

Impression
SDR

Tirage
2.500 exemplaires



S O C I E T E N O U V E L L E D E B O I S S O N S

Spécial Promo

Les DJAMA 50 CL à **500 F** Jusqu'au 31 décembre



Decapsules ta DJAMA
et gagnes un lot!



L'EXCELLENCE À UN PRIX IMBATTABLE.

AVEC DJAMA, ON EST ENSEMBLE

snb.tg



FIBREZ SANS FRAIS



CANALBOX

VIVEZ L'INTERNET
ILLIMITÉ

ACTUELLEMENT
LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À

~~10 000 FCFA~~

0 FCFA

8866

www.canalbox.tg

Coût de l'appel : 20 FCFA.

*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel